

gè dans les préceptes du Seigneur, qui sont énoncés dans les Lettres sacrées sur ce sujet. Car il est écrit : *Subiecti estote omni homini creaturae propter Deum sive Regi, quasi patri, sive ducibus, tanquam ab eo missis ad vindictam malefactorum, tandem vero bonorum ; quia sic est voluntas Dei, ut beneficiis oblectetur faciat imprudentibus hominibus ignorantibus : quasi liberi, et non quasi velamine latentes multum libertatem, sed sicut servi Dei.* Et encore : *Omnia anima potestatibus sublimioribus subdita sit : non est enim potestas nisi a Deo : quæ autem sunt a Deo ordinatæ sunt : itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit : qui autem resistit, ipsi sibi damnationem acquirit.*

Qu'ils sachent encore que la condition des choses humaines est naturelle et invariable, que même, entre ceux qui ne sont point dans une autorité plus élevée, les uns l'emportent sur les autres, soit par diverses qualités de l'esprit ou du corps, soit par les richesses ou d'autres biens extérieurs de cette sorte : et que jamais, sous aucun prétexte de liberté et d'égalité, il ne peut être licite d'enlever les biens ou les droits d'autrui, ou de les violer d'une façon quelconque. A ce sujet, les commandements divins, qui sont gravés en la conscience, et dans les livres saints, sont très clairs et nous défendent formellement non seulement de nous emparer du bien d'autrui, mais même de le désirer.

Que les pauvres, que les malheureux se rappellent surtout combien ils doivent à la religion catholique, qui garde vivante et intacte et qui préche hautement la doctrine de Jésus-Christ, lequel a déclaré qu'il regarderait comme fait à sa personne le bien fait aux pauvres et aux malheureux. Et il a annoncé d'avance à tous le compte particulier qu'il demandera, au jour du Jugement, sur les œuvres de miséricorde ; soit pour récompenser de la vie éternelle les fidèles qui auront accompli ces œuvres, soit pour punir de la peine du feu et du mal ceux qui les auront négligées.

De cet avertissement du Christ Notre Seigneur, et de ces avis très sévères qu'il a donnés touchant l'usage des richesses et leurs dangers, nous conservons inviolablement dans l'Eglise catholique, il est résulté que la condition des pauvres et des malheureux est de beaucoup plus douce chez les nations catholiques que chez toutes les autres. Et les pauvres obtiennent dans nos contrées des secours encore plus abondants si, au milieu des récentes commotions des affaires publiques, de nombreux établissements fondés par la piété de nos ancêtres pour les soulager n'avaient été détruits ou pillés. Au reste, que nos pauvres se souviennent, d'après l'enseignement de Jésus-Christ lui-même, qu'ils ne doivent point s'attrister de leur condition ; puisque, en effet, dans la pauvreté, le chemin du salut leur est préparé plus facile, pourvu toutefois qu'ils supportent patiemment leur indigence, et qu'ils soient pauvres non seulement matériellement, mais encore en esprit. Car il dit : *Bentè pauperes spiritu, quoniam ipsorum est regnum celorum.*

Que le peuple fidèle tout entier sache que les anciens rois des nations pieuses et les chefs de leurs républiques ont abusé de leur pouvoir beaucoup plus gravement et beaucoup plus souvent ; et que par là il reconnaisse qu'il est redevable aux bienfaits de notre très sainte religion, si les princes des temps chrétiens, redoutant à la voix de cette religion, le jugement très sévère qui sera rendu sur ceux qui commandent, et le supplice éternel destiné aux pécheurs, supplice dans lequel les puissants seront puissamment tourmentés ont usé à l'égard des peuples, leurs sujets, d'un commandement plus clément et plus juste.

Enfin, que les fidèles confiés à vos soins et aux vôtres reconnaissent que la vraie et parfaite liberté et égalité des hommes ont été mises sous la garde de la loi chrétienne ; puisque le Dieu tout-puissant, qui a fait le petit et le grand, et qui a un soin égal de tous, ne soustrait au jugement la personne de qui que ce soit, et n'aime l'égalité à aucune grandeur : il a fixé le jour où il jugera l'univers dans sa justice en Jésus-Christ, son fils unique, qui doit venir dans la gloire de son Père avec ses anges, et qui rendra alors à chacun selon ses œuvres.

Si les fidèles, méprisant les avis paternels de leurs pasteurs et les préceptes de la loi chrétienne que nous venons de rappeler, se laissent tromper par les promoteurs des machinations du jour, s'ils consentent à conspirer avec eux dans les systèmes pervers du Socialisme et du Communisme, qu'ils sachent et qu'ils considèrent sérieusement qu'ils amassent pour eux-mêmes auprès du divin Juge, des trésors de vengeance au jour de la colère, et qu'en attendant il ne sortira de cette conspiration aucun avantage temporel pour le peuple, mais bien plutôt un accroissement de misères et de calamités. Car il n'est pas donné aux hommes d'habiter de nouvelles sociétés et des communautés opposées à la condition naturelle des choses humaines ; et c'est pourquoi le résultat de pareilles conspirations, si elles s'étendaient en Italie, serait celui-ci : l'état actuel des choses publiques serait ébranlé et renversé de fond en comble par les luttes de citoyens contre citoyens, par des usurpations, par des meurtres, puis quelques hommes enrichis des débris du grand nombre satisfont le souverain pouvoir au milieu de la ruine commune. — A continuer.

Nouvelles Religieuses.

Les affaires de Rome sont toujours dans le statu quo, mais les Etats de l'Eglise souffrent horriblement de la suite des dépenses, qui n'ayant point réussi dans leur révolution, se livrent partout au pillage et au brigandage. Le nombre est très grand, malgré ceux qui se sont réfugiés dans les bienheureux pays de la terre libre des Etats-Unis de l'Amérique. Il y a

eu à Rome un acte de sacrilège énorme, mais qui a attiré, en expiation, la ferveur des bons chrétiens.

La France a aussi donné sa part au scandale. Pendant la maladie de M. de Falloux, M. Lajoinais son député a eu la hardiesse de nommer au jour du nom de Cahen, à la charge de professeur de philosophie dans le collège de Napoléon Vendôme. L'Evêque de Lyon a aussitôt interdit le collège et a enjoint au curé de St. Louis de veiller sur le dépôt sacré de la Foi, et de préserver les chrétiens qui sont soumis à sa juridiction de tout contact avec l'erreur. Il lui a défendu de célébrer l'office divin dans le collège, de n'y administrer aucun sacrement, excepté dans le danger de mort, d'enlever tous les ornements et vases sacrés, et de les mettre en sûreté sous clef.

Le zèle du Saint Prêtre a fait connaître au gouvernement qu'il n'y avait point d'espérance d'accommodement, et qu'il serait plus facile de lui ôter la vie que de le faire consentir à trahir ses devoirs. On a donc rappelé le pauvre juif, et on lui a offert une autre chaire dans le collège de Tours ; mais craignant peut-être, qu'il ne lui en arrivât autant, il a été assez sage pour refuser.

La question sur l'éducation catholique prend vigueur de jour en jour ; il doit y avoir en Westphalie un conciliabule des évêques catholiques du Rhin, pour discuter cette importante affaire.

Les affaires de Suisse vont mal en pis. Le conseil saennique de Fribourg, qui s'intitule audacieusement, d'assemblée libérale a fermé le collège catholique et a interdit aux évêques catholiques toute espèce de juridiction dans leurs diocèses respectifs. M. Mingely prêtre catholique a été mis en prison par ordre du préfet pour avoir refusé d'enterrer un protestant trouvé mort dans les rues.

ITALIE.—Rome.—Dans l'Eglise des Agonistes, Mgr. Rossi, Evêque d'Eritrea, a béni la première cloche qui ait été fondue à Rome depuis la spoliation des églises par les anarchistes. Elle porte les images de la Nativité de N. S., du Crucifix, de saint Joseph, à qui elle est dédiée, et l'inscription suivante : DIE XVII MARTII MDCCCXXIX AB IMPIS ANARCHISTIS COMMUNITATIS SOLIDITATEM HOC XXII DECEMBRIS EJCUSDEM ANNI RESTITUIT.

ANGLETERRE.—Dernièrement le révérend M. Uthorne, Evêque catholique du district du centre, était assisté dans une cérémonie à la chapelle de l'Oratoire, Alcester-Street, Birmingham, par vingt ecclésiastiques, prêtres ou déjà dans les ordres, qui tous appartenaient à un peu de temps au clergé anglican.

LONDRES.—M. Wisemann a admis sept postulants parmi les religieux bénédictins de l'abbaye de Saint-Georges de York. L'église de Saint-Edmond-le-Confesseur, qui possède une image de la Sainte-Vierge à laquelle les catholiques des environs ont une dévotion particulière, est devenue comme un but de pèlerinage habituel. Elle vient d'être choisie par le révérend M. de Farnham pour théâtre de son zèle apostolique. La mission ouverte la veille de l'Immaculée Conception, a été suivie avec le plus grand empressement. Malgré la dureté de la saison, les fidèles se rendaient aux exercices dès cinq heures et demie du matin. Les conversions ont été nombreuses ; le dimanche 16, deux cents personnes environ se sont approchées de la table sainte, et soixante dix ont reçu le sacrement de Confirmation. Le vendredi 21, une croix a été solennellement plantée en mémoire des grâces que Dieu a faites à son peuple dans ces jours de bénédiction, et des promesses qu'il a reçues des pécheurs convertis.

LES DOMINICAINS A PARIS.—Mgr. l'archevêque de Paris a mis les RR. PP. Dominicains, en possession de l'église et d'une partie du couvent des Carmes de la rue Vaugirard, lieu si vénérable par le souvenir des vertus héroïques que les martyrs de la première révolution y ont laissées. Ils y exercent le ministère avec le plus grand fruit. Depuis longtemps on n'avait pas vu cette église aussi fréquentée. Le R. Lacordaire, une des plus belles gloires de la chaire catholique dans notre siècle, y a prêché l'Avent au milieu d'un très grand concours. Ces bons religieux sortent dans les rues de la capitale avec l'habit de leur ordre, et ne rencontrent partout que des témoignages de respect et de sympathie.

MISSION DANS LES BAGNES.—Les résultats, consignés sous tous les rapports, qu'a produits la mission donnée par 20 pères de la compagnie de Jésus, au Bague de Toulon, a déterminé le ministre de la marine à les prier de rendre le même service aux Bagnes de Brest et de Rochefort, et à tous les arsenaux de la marine. Le P. Lavigne, qui avait reçu cette mission importante, est parti immédiatement pour Brest, où il a dû se mettre à l'œuvre avec 17 de ses confrères ; dans les premiers jours de janvier.

PRINCE.—On sait que le Conseil d'Etat, qui disait, dans sa dernière proclamation du 28 novembre, que nul ne respectait plus que lui la plus précieuse des libertés, celle des consciences, a ordonné la fermeture du Séminaire épiscopal pour Noël, à exécuter par la direction des cultes. Maintenant le séminaire est complètement vide, le diocèse n'a plus de théologie, plus d'instruction, ni d'éducation cléricale ; et tous les biens ecclésiastiques sont dans les mains du laïc.

Comment qualifier un gouvernement, qui, dans une démocratie, pousse le monopole de l'instruction jusqu'à prétendre nommer les professeurs de théologie, sur la proposition de la direction de l'instruction publique ? (Loi sur l'instruction publique, art. 224, 161.) Ainsi, l'autorité ecclésiastique n'aurait aucune part à la nomination des maîtres chargés de former les élèves du sanctuaire, sans parler ici des

nombreuses entraves auxquelles la loi précitée assujettit toutes les études théologiques ; elle n'aurait aucune garantie pour pouvoir éloigner des laïcs, voire même des Strauss de l'enseignement théologique. Quel moyen de faire un concordat avec un gouvernement qui ajoute les raisons, à toutes les considérations opposées sa marotte, c'est-à-dire sa loi suprême de l'instruction publique, et qui, dans sa dernière lettre au vicaire général, M. Jendli, où il lui annonçait la fermeture prochaine du Séminaire, n'a pas craint de dire que l'Evêque a été interdit de ses fonctions par toutes les autorités civiles du diocèse ?

DIOCESE DE NANTES.—Le 3 janv. est arrivé à Nantes, par le navire l'Archevêque Affre, un jeune Chinois de Nankin. Il a été conduit immédiatement, par M. l'armateur Brachet, à l'Evêché, où il a été reçu avec une touchante bienveillance par Mgr. l'Evêque.

Ce jeune homme, âgé de 22 ans, appartient à une famille qui se glorifie de professer la religion catholique depuis longues années, puisque la génération actuelle est la sixième qui ait persévéré dans la foi malgré les persécutions. Dans ce moment, l'un de ses membres est prêtre et exerce les fonctions de missionnaire dans le pays.

Celui qui est à Nantes s'appelle Barthélemy Ló ; il ne connaît que la langue latine, qu'il parle avec facilité ; il se rend à Naples, au collège de la Propagande, pour y faire ses études ecclésiastiques. Il y trouvera huit compatriotes qui, comme lui, se proposent de retourner en Chine aussitôt qu'ils auront été ordonnés prêtres.

Sans aucun doute, le développement de nos missionnaires, qui vont étendre en Chine le règne de Dieu, est bien admirable ; mais on ne peut qu'être également bien touché de la générosité de ces jeunes gens qui viennent demander à notre Europe de leur former à la science qui fait les saints et chercher au centre de l'Unité catholique la mission de convertir leurs infortunés concitoyens.

Le jeune Ló est entièrement habillé en Chinois. Monseigneur l'a placé au grand séminaire ; ce matin, il a traversé tout le quartier Saint-Clement pour venir, en compagnie de MM. les directeurs de la 4^e maison, offrir ses vœux à Monseigneur. On comprend qu'un tel costume a dû provoquer de nombreux et singuliers commentaires.

A mes compatriotes catholiques.

Depuis que j'ai pris part aux luttes politiques de mon pays, des journalistes ont si fréquemment dirigé contre moi l'arme de la calomnie, que j'étais bien décidé à lui mépriser désormais, persuadé que le mensonge et la personnalité ne sauraient retomber à la fin que sur ceux qui en font usage. Mais aujourd'hui, je me trouve dans la malheureuse nécessité d'avancer que lorsque je vois qu'on ne se borne pas à me combattre politiquement mais qu'on vise à me nuire personnellement, à me perdre aux yeux d'hommes dont je chéris l'estime, il ne m'est plus possible de garder un silence qu'ils pourraient prendre pour un aveu de culpabilité. Dans le dernier numéro de l'Ami de la Religion, M. Jacques Crémazie prend l'occasion d'un article sur la dernière élection pour attaquer lâchement, et avec toute l'hypocrisie qui lui est propre, pour se donner le prétexte de défendre une religion que je pratique, que j'aime et que je respecte autant, au moins, qu'il peut le faire lui-même, il me prête des idées que je n'ai jamais émises ; pensées et langage indignes d'un Canadien, et que des centaines de personnes qui m'ont entendu sont prêtes, j'en suis sûr, à déclarer n'être pas sorties de ma bouche.

L'objet de M. Crémazie n'est pas tant de consolider le trône qu'il voit sans cesse chanceler, et de faire respecter une religion que je serais le dernier à attaquer, que de s'attaquer contre moi-même des traits empoisonnés pour me nuire personnellement après des concitoyens, et pour arracher à ma jeune famille l'honnête existence que me procure mon travail.

En attendant que le calomniateur soit appelé à répondre de sa conduite à mon égard devant le tribunal de la justice, je crois devoir à mes amis, à ma famille, et à moi-même de déclarer que l'avancé de l'Ami de la Religion est entièrement mensonger, comme le prouveront de nombreux témoins en temps et lieu.

J'ose espérer que mes compatriotes suspendront leur jugement jusqu'à ce qu'un jury choisi parmi eux ait prononcé le sien entre moi et mon calomniateur.

J. P. BÉCAUME.

Avant.

Québec, 1er février 1850.

Le journal français de cette province s'est prié de reproduire cette lettre.

Canadien.

CORRESPONDANCE

En répondant, il y a quelques jours, à monsieur B. du comté de H. nous fûmes allusion à une communication, signée E. S. insérée dans le même N.° de l'Avant et reproduite par le Moniteur Canadien, et nous nous permitmes de mépriser cette petite production. L'écrivain dessous, qui nous est envoyé par un correspondant laïque de la Paroisse de St. Jacques, fera juger, à nos lecteurs et au pays en général de la vérité de Monsieur E. S. Nous n'ajouterons aucune autre réflexion. Le démenti si formel que notre correspondant donne à E. S. en face de toute la paroisse de St. Jacques, parle assez haut et assez clairement.

Les jeunes Messieurs de l'Avant, se sont permis de dire que nos écrits en réponse à

B, et à eux-mêmes étaient malhonnêtes et mensongers. Nous avons l'entière certitude que nos compatriotes, auxquels notre caractère est bien connue jugeront comme malhonnêtes et mensongers dans notre feuille, que les passages que nous avons reproduits textuellement du journal l'Avant.

Il peut nous arriver comme à d'autres d'être mal informé sur certains faits. Mais pour notre polémique, elle a toujours été, et sera toujours franche et honorable.

M. le Rédacteur.

Je regrette beaucoup qu'une plume plus habile n'ait pas pris la défense des respectables prêtres de cette paroisse : si injustement outragés et houssement calomniés dans la Correspondance signée "E. S." insérée dans l'Avant du 19 janvier dernier. Peut-être n'ai-je eu que le silence et le mépris étaient le moyen le plus prudent à suivre à l'égard du Correspondant de la trompe "E. S." la paroisse ayant déjà répondu avec indignation les insinuations fausses et perfides de cette production dégoûtante. Les lecteurs même de l'Avant, par nombreux ici, il est vrai, sont vraiment indignés de l'effronterie de l'écrit. Mais comme cette production est destinée à retentir au loin et qu'elle pourrait laisser de mauvaises impressions sur quel que esprit, je crois qu'il est de mon devoir comme catholique de cette paroisse, de réfuter et contredire les mensonges et les noires calomnies inventées par cet esprit pervers et lancées dans le public sans doute pour faire chorus avec quelques j... sans éducation, qui, depuis quelque temps, ont pris à tâche de mépriser notre religion et injurier ses ministres.

Oui, M. le R. tout ce que rapporte "E. S." n'est que mensonge et calomnie. D'abord, il est bien faux que M. L. A. D. Marchal et ses confrères aient jamais consulté les personnes dont "E. S." cite impertinemment les noms en toutes lettres au sujet de l'Avant ; et qu'ils aient jamais cité ces noms, comme autorités ni en correspondant ni à quelque autre personne que ce soit, et bien plus faux encore que ces personnes se soient jamais réunies en tribunal pour juger ou condamner l'Avant. Je crois bien cependant que ces personnes ne partagent pas les opinions politiques ou religieuses de ce journal, mais cela ne regarde nullement "E. S."

Ainsi M. le R. dit, que nos prêtres doivent pour motif de leur jugement dans la direction des âmes, l'opinion de 3 personnes citées, c'est la calomnie la plus noire et la plus gratuite que l'esprit le plus méchant ait pu inventer, égalant ainsi injurieusement à la religion, aux prêtres de cette paroisse et aux personnes citées, et bien digne du mauvais génie de notre correspondant. Il n'est pas vrai que M. Marchal ait jamais dit qu'il craignait "la responsabilité de ses écrits" et qu'il ait fait allusion à la politique, aux administrateurs de notre gouvernement et encore moins à l'annexion, dans son sermon du 6 janvier dernier ni aucun autre jour. Bien au contraire, ce digne Monsieur a donné ce jour-là un discours très édifiant et d'une composition très élevée.

Enfin "E. S." réservant le venir le plus subtil de sa plume pour terminer sa dégoûtante correspondance, finit par ces mots : "Si ce n'est pas pour modérer l'ardeur politique de nos prêtres de St. Jacques, je serai obligé de dévoiler quelques traits de leur conduite qu'ils auraient plus d'avantage de laisser sous le boisseau."

Ah M. le Rédacteur, l'âme se révolte en lisant cette dernière calomnie et ses menaces se font nos dignes prêtres et surtout contre notre vénérable curé qui depuis trente ans est à la tête de sa Paroisse le modèle de toutes les vertus.

Ah ! qu'il lève le boisseau, qu'il dévoile leur conduite, mais qu'il dise la vérité, chose assez difficile pour lui, et je suis certain qu'elle sera toute à leur honneur et à leur avantage.

Je vous ai déjà écrit trop longtemps, et en promettant de vous en écrire encore, j'ai l'honneur d'être votre humble et obéissant serviteur.

VÉRITÉ.

St. Jacques de l'Assomption, le 4 février, 1850.

Nous avons reçu les deux premiers N.°s d'un nouveau journal publié en cette ville et ayant pour titre : "Le Peuple Travailleur". Cette feuille doit paraître tous les mardis.

Nouvelles et Faits Diverss.

LE COL. PRINCE.—Des journaux de Montréal disent que le Col. Prince est opposé à l'annexion, mais qu'il est fortement en faveur de l'indépendance du Canada. Une lettre reçue de lui, dit-on, déclare que le Colonel doit ouvertement proposer une mesure à cet effet dans la prochaine session du Parlement. Il est probable pourtant que l'honorable membre pour Essex a le temps de changer plusieurs fois d'opinion d'ici à la session.

SHERBROOKE.—Il y a eu dernièrement une assemblée d'un certain nombre d'écrits de ce comté, afin de faire choix d'un représentant en remplacement de M. G. H. qui a résigné. Le choix est tombé unanimement sur un jeune avocat de Sherbrooke, du nom de Sanborn. M. Sanborn a déjà fait son adresse aux électeurs. Il se déclare annexionniste. Cependant il ajoute que la conduite qu'il tiendra dans la prochaine session dépendra de l'aspect que prendront les affaires.

DESTITUTION.—MM. B. Poirer, J. Foss, A. Stinson, J. Lange, J. Smith, E. Lebourveau, B. Lebourveau, tous du comté de Sherbrooke, ont été destitués comme juges de paix et comme officiers de Milice, pour avoir signé un document favorable à la séparation du Canada d'avec la Mère-Patrie.

MM. Mc Gillebray, Vaughan, Green, Barber, Casson, Pearson, Vincelotte, Dufresne, Hogg, Wright, George, du comté de Rouville ont parélement été destitués, les premiers comme juges de Paix et les derniers comme officiers de Milice. MM. Walbridge et L. Taylor, de Stanbridge ont eu le même sort.

MISSION.—La Législature de l'Île du Prince Edouard a été dissoute.

M. WETENHALL.—La nomination de M. Wetenhall comme assistant commissaire des Travaux Publics est maintenant officielle. M. Wetenhall doit se présenter de nouveau aux élections de Halton. Un M. Houkiss, dit-on, s'offre en opposition, sous le ticket annexionniste. Mais il n'y a pas de doute que M. Wetenhall ne soit réélu à une très grande majorité. M. Wetenhall est un cultivateur estimé et respecté dans toute la Haute-Canada, et sa nomination si nous en croyons les journaux, n'a été bien vue dans toute cette partie de la province.

TERRIBLE EXPLOSION A NEW-YORK.—AUSSESUS DE CENT VIES PERDUES.—Le télégraphe nous apprend que lundi dernier, à 7 h. du matin, dans l'imprimerie de A. W. Taylor, New-York, No. 3, "Hague Street", près de "Pearl Street", la bouillie de la force de 200 chevaux a fait explosion et a fait sauter de six pieds la vaste bâtisse en pierre de 5 étages ou

elle était placée. Elle est retombée en ruines sur le sol en causant la mort d'un grand nombre de personnes. L'explosion a été si forte, que des fragments de pierres ont été lancés à une grande distance ; les fenêtres des maisons voisines ont toutes été brisées, et la plus grande partie du front de la bâtisse s'est écroulée dans les bâtisses opposées. On croit que le nombre des personnes employées dans cet atelier qui ont péri est au-dessus de cent.

La maison appartient à MM. Harper et Cla-publicistes, et est estimée \$15,000. Mardi, on avait retiré des ruines 85 personnes, toutes horriblement mutilées, dont plusieurs ont été reconnues par leurs parents. Nous aurons probablement de nouveaux détails à donner sur cette affreuse calamité dans notre prochain numéro.

Commerce du Canada.—Les exportations de produits canadiens par ce port, sous le régime de la loi d'entrepôt, ont beaucoup augmenté pendant la saison qui vient de se finir. Parmi les articles ainsi exportés sous bénéfice de l'entrepôt, a destination de ports étrangers, pendant cette saison, il y a eu 200,000 barils de farine, y compris 2000 à 3000 barils expédiés par le chemin de fer. En sus de cette quantité, quelques centaines de barils de farine du Canada ont été vendus à ce port et y ont payé les droits—probablement pas plus de 500 barils. Il a été aussi importé dans ce port 623,209 boisseaux de blé du Canada, dont 379,692 boisseaux ont été expédiés à la côte maritime sous bénéfice de l'entrepôt, et 243,997 boisseaux ont été vendus et ont payé les droits ici. La récolte de blé canadien de cette année a été d'une abondance extraordinaire et d'excellente qualité, égale ou presque égale à celle du meilleur blé de Genesee. Par l'achat et le mélange de cette dernière quantité de blé canadien, nos marchands ont pu convertir en farine supérieure plus d'un million de boisseaux de blé de qualité inférieure des lacs d'en haut, qui sans mélange n'aurait pas donné de la farine qui eût passé pour supérieure à l'inspection de New-York. Le procédé du mélange a contribué à créer un bon marché, et à relever la valeur des deux espèces à ce port. — (Oswego Times.)

DESASTREUX INCENDIE.—Un sinistre accompagné des plus tristes circonstances a eu lieu le 27 au matin à Peoria, dans l'Illinois. Le feu s'est déclaré dans une maison dont le bas était occupé par un logiste et le haut par une imprimerie de journaux. Au moment où les flammes redoublaient d'intensité, une explosion a eu lieu dans le magasin du logiste et la maison s'est écroulée, ensevelissant sous ses ruines M. James Kirkpatrick, éditeur de l'Américain et M. J. Pickett, éditeur du Champion. L'un et l'autre s'efforçaient de sauver leurs livres. On craint qu'il n'y ait encore d'autres victimes jusqu'ici inconnues. L'incendie a d'ailleurs tout dévoré, et la perte matérielle est considérable.

LES INDIENS DU NOUVEAU MEXIQUE.—Nos lecteurs n'ont peut-être pas oublié l'attaque commise, il n'y a pas bien longtemps encore, par une bande d'Indiens, sur une petite troupe de voyageurs américains, non loin de Santa Fé. Après avoir massacré tous les hommes, les maraudeurs avaient emmené avec eux une dame qui faisait partie de la troupe (Mrs. White) et son enfant. Il semblait donc rester quelque espoir de leur arracher au moins ces deux dernières victimes, et un détachement avait été expédié de Santa Fé dans ce but, sous les ordres de Major Green. Celui-ci est parvenu à rejoindre les Indiens dans leur campement. Malheureusement, la vue des uniformes les a effrayés, et ils ont pris la fuite, après avoir tué Mrs. White, dont on n'a retrouvé que le cadavre. Quant à l'enfant, on n'a pu jusqu'ici en obtenir aucune nouvelle.

Extraits de Journaux.

Par suite des frois excessifs, que nous avons eu depuis quelques jours, nos marchés ont été peu fréquentés depuis la semaine dernière, aussi les provisions sont rares et se maintiennent à un prix assez élevé.

Québec.—M. C. O. Stuart a résigné sa place de Maire. Le Capitaine Boxer a été nommé pour le remplacer dans ses fonctions jusqu'au temps de la nouvelle élection.

Nouveau-Brunswick.—Le Courrier dit que les annexionnistes du Nouveau-Brunswick sont sur le point de publier un manifeste.

Jamaïque.—La Législature de la Jamaïque a accordé un salaire au gouverneur jusqu'au 31 décembre 1850, et a nommé un comité pour rédiger une adresse à la Reine, demandant qu'après cette date l'Angleterre paye elle-même son gouverneur.

NAISSANCE.

En cette ville, le 30 janvier, la Dame de Monsieur Charles Melboche a mis au monde une fille.

MARIAGES.

A L'Assomption, lundi dernier, le 4 du courant, par Messrs Dupuis, M. L. G. Fauteux, de Montréal, à Delle, Leduc, de l'Assomption.

A St. Hyacinthe, le 4 du courant, par M. V. Papineau curé de St. Marc, L. A. Dessaulles, c. s., à demoiselle L. Zéphirine Thompson, tous deux du même lieu.

A la Pointe-aux-Trembles, mardi le 20 janvier dernier, par M. l'abbé L. H. Dostie vicaire des Trois-Rivières, Sieur Joseph Angers, ci devant de Québec, à Mlle Marie-Anne troisième fille de Sieur Jacob Larro.

Lundi dernier à Ste-Croix par le révérend Polvin curé du lieu, M. J. Narcisse Thibault, marchand, à Mlle Céline, seconde fille de l'honorable Louis Méthot.

MORTS.

A Ste. Geneviève, le 3, à l'âge de 34 ans, après une maladie de plusieurs mois, souffrant avec une résignation vraiment chrétienne, Dame Marie Trudel, épouse de M. E. Nobert, A. Terrebouin, le 6 du courant, Dame Marie-Rose Gibeault, veuve de feu M. Paschal Rochon, âgée de 78 ans.